

Les mensonges dévoilés

Partage international n° 187 - Mars 2004

Le 15 février 2003, à Londres, Maitreya a été vu et filmé sous les traits d'un Antillais, au milieu de la foule, lors de la marche pour la paix (voir Partage international, avril 2003). « Je suis fier aujourd'hui d'entendre mes frères et mes sœurs dire la vérité et dénoncer les mensonges. C'est tellement magnifique ! », a-t-il déclaré. Aujourd'hui, un an plus tard, les mensonges sont de plus en plus dénoncés.

Avec la prétendue arrestation de Saddam Hussein (il s'agit en réalité d'un sosie) et la disculpation de Tony Blair par la Commission d'enquête de Lord Hutton – une réhabilitation qui a rejeté la plus grande partie du blâme sur la BBC – il semble que le sujet ait été définitivement classé. Mais les nombreuses voix émanant d'agents de renseignements, d'experts en désarmement, de personnalité en vue, d'écrivains, de journalistes, juristes, commentateurs et, plus importants encore, de gens ordinaires, se font entendre un peu plus chaque jour, exigeant que toute la lumière soit faite sur la décision politique de déclencher une guerre en Irak – une guerre préventive qui a trompé aussi bien la loi internationale que les vœux de l'électorat.

Ce qui est en jeu n'est pas simplement la réputation et la crédibilité des politiciens, mais la démocratie elle-même. Lorsque des inspecteurs en désarmement ne sont pas autorisés à conduire une inspection approfondie et complète sur les armes de destruction massive, lorsque les agences de renseignements voient que les conclusions sont déformées, ignorées et mal interprétées, lorsque la BBC, l'une des radios les plus réputées du monde, est systématiquement dénigrée, alors il est clair que la liberté d'expression, la démocratie et la vérité sont bafouées. L'Assemblée générale des Nations unies, ainsi que plusieurs chefs d'Etats de divers pays, se sont prononcés contre cette guerre, craignant qu'elle ne constitue un nouveau précédent dangereux, une agression préventive.

Le plus significatif est que 12,5 millions de citoyens dans le monde entier avaient manifesté leur ferme opposition à une guerre illégale, immorale et

injustifiable « avant » qu'elle ne soit déclenchée, et que cette opinion unanime avait été totalement ignorée. Mais cette opposition refuse toutefois d'être réduite au silence.

Scott Ritter, ancien inspecteur en désarmement de l'Onu (1991-1998)

« J'ai fait de mon mieux pour exiger des faits pour soutenir les allégations de l'administration Bush concernant les armes de destruction massive, et ayant échoué, j'ai essayé par tous les moyens de prévenir le peuple américain. [...] Et je n'étais pas le seul, Rolf Ekeus, ancien chef des inspecteurs en désarmement a déclaré que l'Irak a été fondamentalement désarmée dès 1996.

L'ambassadeur Joseph Wilson et l'analyste Greg Theilmann, de la State Department Intelligence, ont exposé la nature infondée des déclarations de G. Bush [...] mais malheureusement, personne ne nous a écouté. »

George Soros, financier international

« Les Etats-Unis sont aujourd'hui entre les mains d'un groupe d'extrémistes », tel est le titre d'un article écrit par le financier George Soros, dans le quotidien britannique The Guardian. G. Soros y développe une analyse sévère de l'actuelle politique de l'administration américaine, de ses plans, de ses manipulations et manquements, ainsi que des conséquences internationales de ce qu'il nomme « l'idéologie de la suprématie américaine ». Le monde réagit défavorablement à la « doctrine pernicieuse de G. Bush d'une action militaire préventive » étant donné que les Etats-Unis ont envahi l'Irak unilatéralement « sans aucune preuve réelle que Saddam Hussein avait quoi que ce soit à voir avec le 11 septembre, ni qu'il possédait des armes de destruction massive ». Les idéologues qui entourent G. Bush rappellent constamment au monde la date du 11 septembre : « J'estime, écrit G. Soros, que l'administration Bush a délibérément exploité le 11 septembre afin de poursuivre une politique qui, sinon, n'aurait jamais été tolérée par le peuple américain. »

Afin d'expliquer la situation présente aux Etats-Unis et la crise engendrée par l'actuelle tournure d'esprit des Américains, G. Soros déclare : « Le pays est aujourd'hui en train de commettre de graves erreurs parce qu'il se trouve entre les mains d'un groupe

d'extrémistes dont le sens profond de leur mission n'est dépassé que par le faux sentiment de leurs certitudes. » Cette vision déformée leur permet d'énoncer le postulat suivant : « Puisque nous sommes plus forts que les autres, nous avons raison et le droit est de notre côté. » C'est là que le fondamentalisme religieux s'allie au fondamentalisme mercantile pour former l'idéologie de la suprématie américaine.

Quels que soient les arguments en faveur de la destitution de Saddam Hussein, George Soros affirme clairement *« qu'il ne fait aucun doute que nous avons envahi l'Irak sous de faux prétextes. Sciemment ou non, le président Bush a trompé le peuple américain et le Congrès, et a fait fi de l'opinion de nos alliés. »*

Si les arguments moraux et les pertes en vies humaines ne suffisaient pas à persuader les citoyens américains que leur gouvernement a agi de façon irresponsable, sinon illégale, alors les faits et les chiffres avancés par G. Soros concernant le coût de cette guerre et ses suites, aussi bien pour l'Irak que pour les Etats-Unis, pourraient donner à réfléchir. *« Nous avons dépassé les limites et notre capacité à exercer notre pouvoir a été compromise [...] Le coût de l'occupation de l'Irak et la perspective d'une guerre permanente pèsent sur notre économie, et nous négligeons d'aborder d'autres problèmes, tant dans notre pays qu'au niveau mondial. S'il était besoin de prouver que le rêve néo-conservateur de la suprématie américaine est une erreur, l'Irak nous l'a prouvé. »*

Le peuple américain commence à prendre conscience du fait que cette guerre puis l'occupation de l'Irak ne servent qu'à exaspérer le monde musulman et à alimenter le terrorisme. *« Et le coût de l'occupation de l'Irak atteint le chiffre effarant de 160 milliards de dollars pour les années fiscales 2003/2004 - 73 milliards pour 2003, plus 87 milliards pour 2004, demandés en dernière minute en septembre 2003. Sur ces 87 milliards de dollars, seuls 20 milliards sont destinés à la reconstruction de l'Irak, dont le coût total est estimé à 60 milliards de dollars. En comparaison, notre budget d'aide étrangère pour 2002 se montait à 10 milliards de dollars. »*

George Soros réclame un réexamen du rôle des Etats-Unis dans les affaires mondiales et demande qu'ils *« adoptent une vision plus constructive »*, en charge d'une *« responsabilité totale »* étant donné leur position dominante dans le monde.

Ray McGovern, ancien analyste de la CIA et ancien président de la National Intelligence Estimates.

« Au cours de mes 27 années de service en qualité d'analyste de la CIA, jamais une décision de politique étrangère d'une telle ampleur n'a été prise sans demander l'avis préalable de la National Intelligence Estimates. Une fausse National Intelligence Estimates a été précipitamment mise en place, en septembre 2002, afin de soutenir les fausses accusations lancées le 26 août 2002 par le vice-président Dick Cheney, en faveur d'une guerre contre l'Irak. Il est aujourd'hui prouvé que les conclusions de cette estimation étaient purement et simplement fausses [...] La décision de l'administration Bush de faire la guerre à l'Irak avait été prise bien avant l'estimation des services de renseignements. Il a été clairement établi que cette décision avait été prise au plus tard au cours du printemps 2002. »

Hans Blix, ancien chef des inspecteurs en désarmement (2000-2003)

En février 2004, Hans Blix a ajouté son avis mesuré à la controverse sur les armes de destruction massives, en accusant Tony Blair et George Bush de se conduire comme des représentants de commerce ayant *« exagéré »* le renseignement pour tenter d'obtenir plus de soutien en faveur de la guerre. H. Blix a ajouté que les agences de renseignements n'étaient que trop disposées à croire à ces *« histoires »* d'Irakiens agressifs. A propos du dossier controversé du gouvernement suggérant que des armes de destruction massive pourraient être déployées en l'espace de 45 minutes. Il ajoute : *« L'intention était de dramatiser la situation, tout comme les vendeurs d'une quelconque marchandise tentent d'exagérer l'importance de leur produit. Mais j'estime que nous devons pouvoir nous attendre à un peu plus de sincérité de la part des politiciens ou de nos dirigeants occidentaux. »*

Tony Benn, homme politique de renom, ancien ministre du gouvernement britannique

Lors de l'émission *Any Questions*, de Radio BBC 4, Tony Benn a déclaré : *« Le rapport Hutton témoigne que dans un sens, c'était comme si MM. Gilligan et Dyke (BBC) avaient déclaré la guerre. Et de citer les paroles de la Cour d'appel [...] Je pense que le rapport de Lord Hutton était risqué et peu satisfaisant.*

Une autre enquête est maintenant en cours, qui vise les services de renseignements, mais ce ne sont pas eux qui ont entraîné la Grande-Bretagne dans la guerre, mais le premier ministre Tony Blair. [...] Mis à part les quelques 15 000 Irakiens qui ont été tués, les troupes britanniques se sont retrouvées dans une

situation où leur vie était mise en danger sans véritable base légale [...] si bien qu'une très lourde responsabilité pèse sur le premier ministre britannique [...] Cette guerre était illégale, elle a été présentée au Parlement sous de faux prétextes [...]. »

John Pilger, écrivain et journaliste britannique

« A la lumière du fiasco du rapport Hutton, une vérité reste irréfutable : Tony Blair a ordonné l'invasion de l'Irak sans provocation préalable, sous un prétexte totalement fallacieux, et les mensonges et tromperies ourdis à Londres et à Washington ont provoqué la mort de 55 000 Irakiens, dont 9 600 civiles [...] Tony Blair annonce une enquête sur les « manquements des services de renseignements » qui ont

mystérieusement refusé d'admettre la présence d'armes de destruction massive, alors qu'il n'a cessé de répéter que c'était « la raison » de l'attaque de l'Irak. »

Irak

Sources : The New York Times, International Herald Tribune, Etats-Uni

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Regard sur le monde](#) (Dans cette rubrique, Partage international met en lumière certains problèmes urgents qui nécessitent une nouvelle approche et des solutions durables.)